

**Unité inter-Départementale de la  
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne  
Site de Brive  
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142  
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

**Brive-la-Gaillarde, le 4 mars 2026**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DEVAUD TP**

34 RUE GUY BUISSON

--

19100 Brive La Gaillarde

**Références : 2026-03-04 UiD192026-0030r georisques**

Code AIOT : 0100287550

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement DEVAUD TP implanté 37 avenue de l'industrie – 19360 Malemort. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DEVAUD TP
- 37 avenue de l'industrie – 19360 Malemort
- Code AIOT : 0100287550
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation a été télédéclarée le 03/03/2025 pour la rubrique 2518-b - Production de béton prêt à l'emploi.

Le malaxeur a une capacité de 1 m3.

## **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 15 | Surveillance par l'exploitant des émissions sonores   | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 8.4. | Demande de justificatif à l'exploitant   | 6 mois                |
| 16 | Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 6.3. | Demande de justificatif à l'exploitant   | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                           | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1  | Conformité de l'installation à la déclaration         | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 1.1.  | Sans objet        |
| 2  | Règles d'implantation                                 | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 2.1.  | Sans objet        |
| 3  | Installations électriques                             | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 2.7.  | Sans objet        |
| 4  | Rétention des aires et locaux de travail              | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 2.8.  | Sans objet        |
| 5  | Cuvettes de rétention                                 | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 2.9.  | Sans objet        |
| 6  | Isolement du réseau de collecte                       | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 2.10. | Sans objet        |
| 7  | Connaissance des produits – Étiquetage                | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 3.3.  | Sans objet        |
| 8  | Plan des stockages de produits dangereux              | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 3.5.  | Sans objet        |
| 9  | Vérification périodique des installations électriques | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 3.6.  | Sans objet        |
| 10 | Moyens de secours contre l'incendie                   | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 4.2.  | Sans objet        |
| 11 | Prélèvements  | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 5.3.  | Sans objet        |
| 12 | Consommation  | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 5.4.  | Sans objet        |
| 13 | Stockages   | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 6.4.  | Sans objet        |
| 14 | Récupération – recyclage – élimination                | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 7.1.  | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À ce stade, aucune suite administrative n'est proposée. L'exploitant est toutefois invité à préparer et à transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 15 jours une réponse précise et étayée à chaque constat accompagné le cas échéant d'un échéancier de réalisation des actions correctives proposées. A la suite de l'examen des réponses apportées par l'exploitant, l'inspection pourra dans un second temps émettre de nouvelles propositions à M. le Préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité de l'installation à la déclaration

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 1.1.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conformité de l'installation à la déclaration  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous. |
| <b>Constats :</b><br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 2 : Règles d'implantation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 2.1.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Règles d'implantation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Lorsque la capacité de malaxage des installations est inférieure ou égale à 2,9 m3, la distance entre le malaxeur et les limites du site est de dix mètres au moins. Pour les autres installations de fabrication de béton cette distance minimale est de vingt mètres. |
| <b>Constats :</b><br>La distance entre le malaxeur et les limites du site est supérieure à dix mètres.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 3 : Installations électriques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 2.7.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations électriques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables en vue, d'une part, de garantir la sécurité des personnes évoluant sur le sol et susceptibles d'être en contact direct avec des masses métalliques portées sous tension, d'autre part, de protéger les structures métalliques enterrées (canalisation acier de gaz). |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant doit envoyer le rapport de visite du 06/02/2026 dès sa réception.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 4 : Rétention des aires et locaux de travail**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 2.8.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention des aires et locaux de travail  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des adjuvants et matières dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5-9 et au titre 7. |
| <b>Constats :</b><br>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des adjuvants et matières dangereux est équipé d'une rétention.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 5 : Cuvettes de rétention**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 2.9.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cuvettes de rétention  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le stockage de produits liquides, notamment d'adjuvants, susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir. 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ou contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires (effluents liquides susceptibles d'être pollués en dehors des eaux usées). Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Sans préjudice de dispositions réglementaires relatives aux stockages classés, le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés. Tout nouveau réservoir installé sous le niveau du sol est à double enveloppe. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. |
| <b>Constats :</b><br>Le stockage de produits liquides, notamment d'adjuvants, susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 6 : Isolement du réseau de collecte**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 2.10.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement du réseau de collecte   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir de déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de façon à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou tout écoulement accidentel (par exemple, fuite suite à accident de transport, rupture de récipient, cuvette, etc.). Les zones visées par la mise en place de ces dispositifs concernant notamment les aires de stockage ou de manipulation des adjuvants et matières dangereux susceptibles de créer une pollution de l'eau. |
| <b>Constats :</b><br>Les eaux de process et pluviales sont collectées puis décantées dans 2 bassins avant d'être stockées dans une cuve de 30 m3 pour être réutilisées pour la fabrication du béton.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 7 : Connaissance des produits – Étiquetage**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 3.3.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Connaissance des produits – Étiquetage   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant dispose en permanence des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux et des adjuvants présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant dispose en permanence des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux et des adjuvants présents dans l'installation.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 8 : Plan des stockages de produits dangereux**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 3.5.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des stockages de produits dangereux   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à jour un plan des stockages indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux stockés sur le site. Ce plan est daté et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant tient à jour un plan des stockages indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux stockés sur le site.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 9 : Vérification périodique des installations électriques**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 3.6.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification périodique des installations électriques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section V du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant doit envoyer le rapport de visite du 06/02/2026 dès sa réception.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 10 : Moyens de secours contre l'incendie**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 4.2.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens de secours contre l'incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, régulièrement éprouvés et en bon état de fonctionnement, notamment : - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité minimale permettant de garantir la défense contre un éventuel incendie des installations ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le personnel est formé à la mise en oeuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie. |
| <b>Constats :</b><br>L'installation, aménagée il y a moins d'un an, est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques.<br>Des extincteurs neufs sont répartis à l'intérieur des locaux.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 11 : Prélèvements**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 5.3.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont relevées une fois par mois quelque soit le débit prélevé. Ce relevé est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du service en charge de la police de l'eau. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif anti-retour, évitant en toutes circonstances le retour d'eau éventuellement polluée. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. |
| <b>Constats :</b> Les eaux consommées pour la fabrication du béton et le lavage des engins ne sont pas prélevées dans le milieu naturel. L'exploitant réutilise les eaux de process et pluviales qui sont collectées puis décantées dans 2 bassins avant d'être stockées dans une cuve de 30 m3.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 12 : Consommation**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 5.4.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Les eaux industrielles (effluents liquides résultant du fonctionnement et du nettoyage des installations de production) sont recyclées en fabrication. Le recyclage des autres effluents liquides est privilégié, notamment pour les eaux pluviales. La quantité maximale d'eau consommée par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué est au plus de 350 l/m <sup>3</sup> , en moyenne mensuelle, à l'exclusion de l'eau utilisée pour l'arrosage des pistes ou des espaces verts. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification du respect de ce ratio. Lorsque la consommation totale d'eau excède 10 000 m <sup>3</sup> /an, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées au cours du premier trimestre, la quantité totale consommée au cours de l'année précédente |
| <b>Constats :</b><br>Les eaux consommées pour la fabrication du béton et le lavage des engins proviennent exclusivement de la réutilisation des eaux de process et pluviales qui sont collectées puis décantées dans 2 bassins avant d'être stockées dans une cuve de 30 m <sup>3</sup> .  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 13 : Stockages**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 6.4.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockages   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les stockages extérieurs sont protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou sont stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages sont réalisés sous abri ou en silos. Les fillers (éléments fins d'une granulométrie inférieure à 80 µm) et les produits pulvérulents non stabilisés sont ensachés ou stockés en silos. Ces silos sont munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos est dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère (dépoussiéreur électrostatique, etc.). |
| <b>Constats :</b><br>Les stockages extérieurs sont protégés des vents.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 14 : Récupération – recyclage – élimination**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 7.1.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Récupération – recyclage – élimination  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant trie et fait éliminer les déchets produits vers une installation autorisée.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |



**N° 15 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 8.4.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant des émissions sonores  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant de contrôler la limite de niveau de bruit fixée en limite de propriété et d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.<br>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié selon les modalités suivantes : - pour les installations dont la capacité de malaxage est inférieure ou égale à 2,9 m3 : au moins tous les trois ans ; - pour les autres installations de fabrication de béton prêt à l'emploi : - la fréquence des mesures est au minimum annuelle ; - si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, les mesures sont réalisées au minimum une fois tous les trois ans ; - si le résultat d'une mesure dépasse une valeur (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures est de nouveau au minimum annuelle. Pour les nouvelles installations, et quelle que soit la capacité de malaxage, la première campagne de mesures est réalisée dans les six mois suivant la mise en service. Nonobstant les dispositions du point 1-4, les documents relatifs aux deux dernières campagnes de mesures sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a sollicité un organisme pour mettre en place, dans les meilleurs délais, une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant de contrôler la limite de niveau de bruit fixée en limite de propriété et d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée.<br>Il doit envoyer le rapport à sa réception.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois  |

**N° 16 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article > 6.3.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant assure une surveillance des retombées des poussières. Les mesures de retombées de poussières sont réalisées selon la méthode des plaquettes, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008. Une campagne de mesure de retombées de poussières est réalisée une fois tous les deux ans, <u>en période correspondant à la plus faible hygrométrie annuelle</u> . Pour les nouvelles installations, la première campagne de mesures est réalisée dans les douze mois suivant la mise en service. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant doit réaliser, en période sèche (été 2026), une surveillance des retombées de poussières et envoyer le rapport dès réception.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois  |